
HISTORIA
magazine
Hebdomadaire paraissant le lundi - nº 395 - France 3,50 F
Belgique 35 FB/Suisse 3,50 FS - UNE PUBLICATION TALLANDIER
SPÉCIAL
LA GUERRE D'ALGÉRIE
BUENOS AIRES
LES PIEDS-NOIRS PARTOUT
L'ESPRIT PIONNIER DE LEURS ANCÊTRES

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*

Directeur : *Yves Courrière*
Rédaction : *J. Fontugne*, *C. Meyer*, *J. Kohlmann*, *Léo Palacio*, *Liliane Crété*
Chef service photo : *François Wittmann*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*
Administration : *Christian Clerc*
Maquettiste : *Claude Rebélo*
Dessinateur : *John Batchelor*
Fabrication : *Roger Brimeur*
Secrétariat de la rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Assistantes : *Chantal de Pinsun*, *Françoise Rose*
Relations publiques : *Claude Bénédick*
Services des Ventes : *Georges Darmon*

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
170 bis, bd du Montparnasse, 75680 PARIS Cedex 14.
Tél. 325-11-82. Télex 21311. Publio Réf. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3,50 F. – Belgique, 35 FB. Suisse, 3,50 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.

BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin, B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29. CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
16 numéros : 373 à 403
45 FF - 45 FB - 45 FS - Autres pays : 45 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection. Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant. Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.



Place de la Perle à Oran : la partie de cartes des paisibles dimanches : une des vieilles habitudes françaises.

Photo Charliat

PROCHAIN NUMÉRO : LES PHOTOS SOUVENIRS DE L'ALGÉRIE HEUREUSE

● Alger, orgueil d'un peuple
Le bleu du ciel sur la mer au lever du jour, le soleil sur la ville et les bruits de la rue, le festival de couleurs et d'odeurs des marchés en plein air. C'était « notre Alger »... De Bab el-Oued à Belcourt nous y avions nos racines, notre art et notre joie de vivre, nos coutumes et nos fêtes. Trop d'images qui reviennent aujourd'hui dans nos rêves et alimentent notre nostalgie.

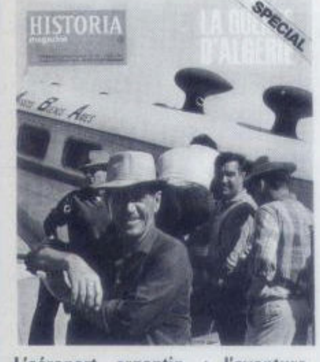
● Rivale d'Alger : Oran « l'européenne »
Le boulevard du Front-de-Mer au crépuscule, les arènes un jour de corrida, et tout là-haut, couronnant le djebel, la statue de Notre-Dame de Santa-Cruz. Et flottant sur la ville tous les parfums de l'Espagne. Mais il y avait aussi la côte, les petits ports de pêche fleurant bon l'anisette et les crevettes grillées, les chalutiers qui rentraient au coucher du soleil.

● Désert devenu paradis : Mitidja
Vers 1845, Clauzel ou Bugeaud avaient distribué douze hectares de terre à chaque colon prêt à se lancer dans l'aventure. Beaucoup étaient morts, les autres avaient tenu. Leurs fils et leurs petits-fils poursuivirent l'œuvre commencée ; ils plantèrent de la vigne et de l'oranger, transformèrent les marécages en jardins.

● Une province française : Constantine
Une cité « qui fait penser à Tolède », une « île volante de Gulliver » échouée sur un rocher, le souvenir de Jugurtha et de Constantin. Plus rude et plus austère que les autres grandes villes algériennes, moins européenne aussi. Mais l'ancienne Numidie si riche en vestiges du passé a une diversité exceptionnelle. Qu'y a-t-il de commun entre Bône et Biskra, entre l'Aurès et la côte de Djidjelli à Bougie ?

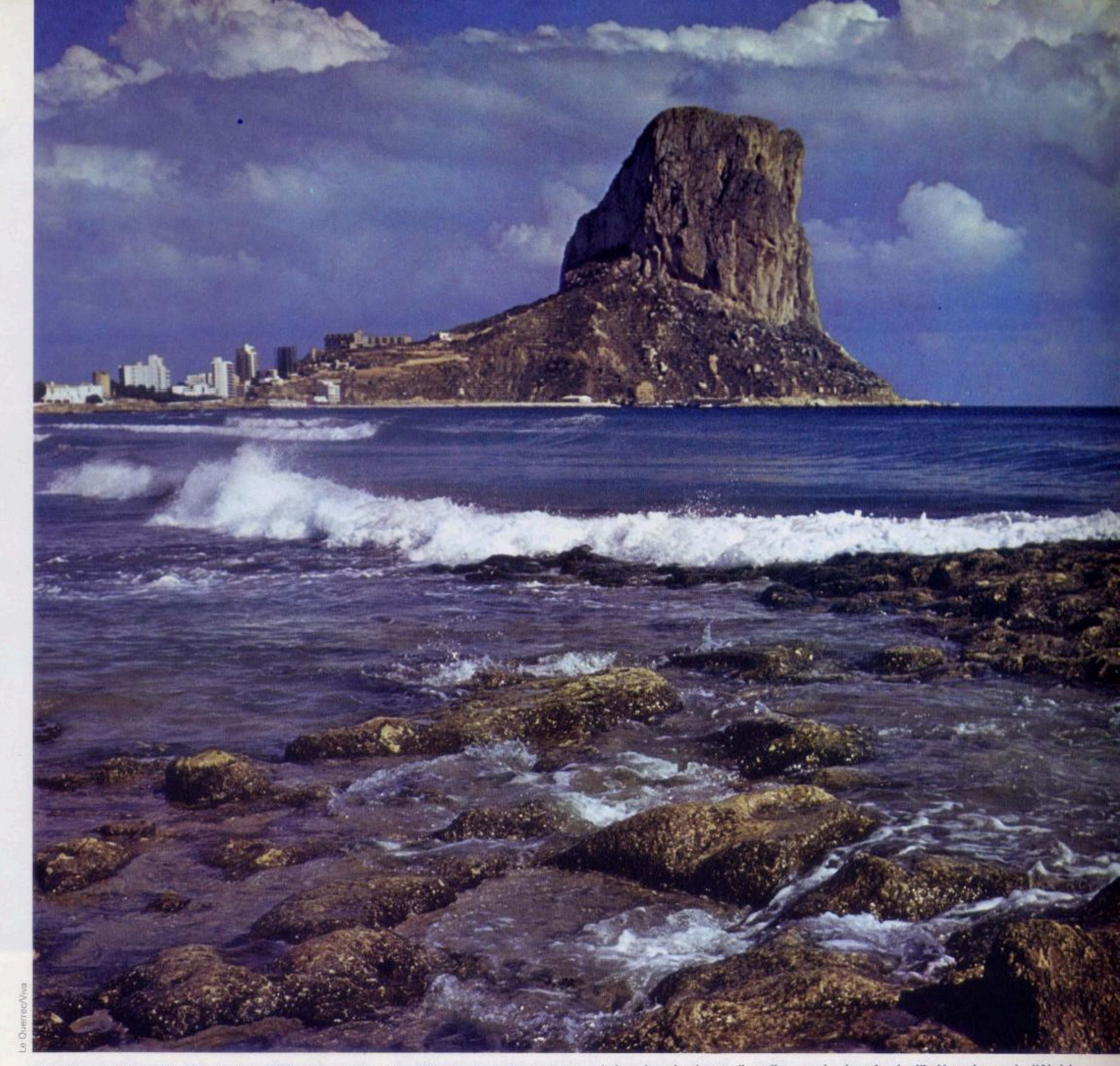


Sommaire Historia magazine spécial n° 395



L'aéroport argentin : l'aventure.

Couverture : Yves-Guy Bergès


Le Querrec/Viva

Le *peñon* de Ifach, dans la province d'Alicante – une région d'Espagne où de nombreux pieds-noirs viendront s'installer, au lendemain de l'indépendance de l'Algérie.

L'HEURE ESPAGNOLE...

J.-P. Lavalette

Oran : la pointe de l'Aiguille. Dans cette région de l'Algérie, nombreux furent les colons originaires d'Espagne. On ne s'étonnera donc pas que beaucoup d'Oranais aient choisi l'Espagne comme terre d'exil. Ils savaient qu'ils retrouveraient là-bas le climat et la chaude ambiance du pays natal.

Le 30 juin 1962, ils sont peu nombreux, en Algérie, les drapeaux français qui flottent encore sur les préfectures, les mairies, les casernes. Dans le bled, ils ont disparu presque totalement, car l'armée française qui en était la gardienne plie bagage, remplacée par la force locale qui ne tardera pas à être intégrée à l'armée algérienne de libération.

Ce jour-là, un petit bateau à moteur, sautant comme un bouchon sur une Méditerranée agitée, transporte vers une terre étrangère la dernière escouade des défenseurs de l'Algérie française. Le soleil qui ▶

les fanfares d'Alicante pour accueillir les réfugiés d'Algérie



Voici une *casuela* qui n'a rien à envier à celle cuisinée par les ménagères espagnoles. De même, le *gazpacho,* la *paella* et le *cocido* ont toujours été au menu des pieds-noirs.

vient de se lever permet d'apercevoir dans la brume de chaleur une côte rocheuse, une colline surmontée d'un château fort.

— Ça y est! Nous sommes devant Alicante! Je reconnais le fort et le rocher de Santa Bárbara, lance Robert à ses compagnons, dont certains se tordent sous les affres du mal de mer.

— Mais non! Ce n'est pas Alicante, réplique Max. Regarde bien : le fort, la colline, ce n'est pas Santa Bárbara, mais le djebel Santon. Et là, à bâbord, c'est Santa Cruz. Le mauvais temps de cette nuit a dû nous faire tourner en rond et nous sommes revenus devant Mers el-Kébir...

La mésaventure pouvait tourner au tragique, l'erreur des navigateurs était de taille! Mais la ressemblance entre Oran et Alicante, vus de la mer, permet de ne pas s'en étonner.

Dans les cinq années qui suivirent l'indépendance de l'Algérie, près de trente-cinq mille pieds-noirs vinrent s'établir dans la province d'Alicante, qui comptait alors un million d'habitants. Leur présence, coïncidant avec l'élan nouveau donné à l'industrie touristique par le gouvernement espagnol, notamment à San Juan et à Benidorm, devait contribuer à transformer la physionomie de la région et de sa capitale.

Première naissance

En mars 1939, un phénomène inverse avait amené en Oranie des dizaines de réfugiés républicains espagnols, au moment où les troupes nationalistes achevaient la conquête de la péninsule Ibérique par l'occupation des provinces levantines. Cargos, chalutiers, petits navires de guerre arborant pour la dernière fois les couleurs violet, or et rouge de la République, vinrent s'amarrer aux quais d'Oran, de Mostaganem, de Beni-Saf et de Nemours. Mais alors que les vaincus d'une atroce guerre civile longue de trente-deux mois, étaient internés par les autorités françaises dans des prisons et des camps qui furent, pour certains, l'antichambre de la déportation dans les bagnes nazis, les vaincus de la guerre d'Algérie touchèrent la terre espagnole au son des fanfares, sans aucun contrôle humiliant, et laissés libres de s'installer où ils le désiraient.

Pendant que la vague déferlait au plus fort sur l'Espagne, don Felipe Choclán, secrétaire général du gouverneur civil (préfet) de la province, organisait un comité d'accueil. Des listes de souscription circulèrent pour recueillir des fonds pour les rescapés du massacre du 5 juillet dans les rues d'Oran. Il fallut aussi régler le problème du logement, et ce ne fut pas chose facile dans une ville qui n'avait pas encore tracé son plan d'urbanisme. Les réfugiés — il n'était pas question de rapatriés — cherchaient à retrouver de lointains parents et la presse locale s'empressa de dresser des listes. Enfin, la Croix-Rouge et les



L'école française d'Alicante, qui fut créée à l'instigation de Joseph Llopès, ancien directeur d'école à Oran : une réalisation dont peuvent s'enorgueillir les exilés.

services municipaux réglèrent au mieux l'hospitalisation des malades, des infirmes et des blessés.

Cette première étape franchie, les banques consentirent aux pieds-noirs des facilités dont jamais les Espagnols n'avaient bénéficié. Les premiers résultats furent surprenants et, bientôt, hôtels, restaurants, pressings, supermarchés se multiplièrent. M. Plá Colombo, que j'ai rencontré en 1967 et qui était alors animateur de la Caisse d'épargne et secrétaire de l'École professionnelle de tourisme, m'assura que les Français d'Algérie avaient fait œuvre de pionniers dans sa province. Des quartiers résidentiels avaient été construits dans la périphérie qui portèrent les noms de Canastel, la Pinède, Trouville...

Le 13 octobre, la colonie fêta sa première naissance, celle de Micaela, fille de Robert Tabarot, l'un des adjoints du général Jouhaud dans l'O.A.S. Quelques mois plus tard, un hebdomadaire fut créé sous le titre de *Courrier du soleil*. Enfin, consécration de la réussite de cette implantation française en Espagne, un consulat allait ouvrir ses portes à Alicante, alors que jusque-là notre pays n'y était représenté que par un agent consulaire dépendant du consul général installé à Valence.

Dans une pinède

Jusqu'au moment où le vote de la loi d'amnistie permit aux exilés de revenir en France, naissances et mariages augmentèrent le volume de la communauté des Français d'Alicante. Dès les premières arrivées, un prêtre, le P. Perez, curé à la cathédrale San Nicolas, se mit à célébrer une messe en français et à donner les sacrements religieux. Mais très tôt se posa le problème de l'avenir des enfants qui avaient interrompu leur scolarité au moment de l'exode. C'est alors que Joseph Llopès, ancien directeur d'école à Oran, prit l'initiative, puisqu'il était l'unique enseignant de la colonie, d'ouvrir un modeste établissement qui devait prendre plus tard l'appellation officielle de Nouvelle École française.

La direction en fut confiée à Jean Féral, dont le nom avait été souvent cité pendant la « semaine des barricades » d'Alger. La présidence du conseil d'administration fut confiée à un autre Algérois, Jean Costes, qui avait été autrefois désigné par le parti radical-socialiste pour siéger à l'Assemblée de l'Union française. L'école devait donner un enseignement complet, de la maternelle aux classes terminales, à trois cents élèves dont cent cinquante petits pieds-noirs. Mais bientôt l'école devait atteindre son plafond de saturation au moment où les jeunes réfugiés parvinrent à l'âge scolaire. C'est ainsi qu'un millier d'enfants furent obligés de suivre les cours des écoles espagnoles.

Au moment de son installation, le conseil de direction se trouva devant un déficit de 200 000 francs, réduit, un an



Hureau/Atlas-photo

le " consulat " improvisé

◀ Alicante, chef-lieu de province sur la Méditerranée. Ancienne colonie grecque, puis ville romaine, elle fut naguère la place forte la plus importante de tout le royaume de Valence. Son port est aujourd'hui très actif.

Ci-contre : le général Raoul Salan : c'était « avant ». ▶ Mais le futur chef de l'O.A.S. était déjà un exilé et lui aussi avait choisi l'Espagne. *Extrême droite :* dans le port d'Alicante, un bateau de pêche venu d'Oran...

L'esplanade d'Espagne à Alicante, où il fait bon se promener... On y retrouve les caractéristiques des villes algériennes, et aussi un certain art de vivre, une gaieté qui n'appartiennent qu'aux pays méditerranéens. ▼



Le Querrec/Viva

après, à 160 000 francs. Cependant, l'école bénéficia d'une aide financière du gouvernement français sous forme de bourses accordées globalement aux élèves (190 000 francs pour l'année scolaire 1966-1967). C'est le conseil de direction qui avait la charge de déterminer les ressources des familles afin d'établir un régime proportionnel, les parents les plus nécessiteux ayant, bien sûr, la priorité. Les chefs de famille avaient admis ce principe et les plus aisés payèrent intégralement les frais scolaires (environ 2 000 pesetas par mois), auxquels il fallait ajouter 500 pesetas pour les frais de ramassage par autobus.

Le personnel enseignant comptait une vingtaine d'instituteurs et de professeurs. Avant de revenir en France, après la loi d'amnistie, Mme Lagaillarde, épouse de l'ancien chef des barricades d'Alger, y enseignait les mathématiques. Quatre ans après son ouverture, l'école pouvait être fière des résultats obtenus, qui prouvaient la qualité de l'enseignement donné : au brevet d'études du premier cycle passé à Alicante devant un jury envoyé par le Lycée français de Madrid, seize candidats sur seize présentés furent déclarés admissibles et quatorze admis définitivement. En outre, deux élèves qui n'avaient pas été sélectionnés en raison de l'insuffisance de leurs moyennes et qui avaient pris le risque de se présenter en candidats libres, furent reçus.

Bientôt, pour combler le déficit de roulement venant s'ajouter au déficit acquis, la Nouvelle École française utilisa son site magnifique dans une pinède au pied du rocher de Santa Bárbara, sur la route de la Albufera, pour ouvrir une colonie de vacances payantes avec deux stages, ce qui lui permit de recevoir pendant l'été de nombreux jeunes rapatriés venant de France. Plus tard, un autre collège français, la colonie Sainte-Isabelle, devait ouvrir ses portes à San Vicente de Raspeig.

Le « Courrier du soleil »

Jusqu'au 27 mars 1967, la communauté des Français d'Alicante eut son magazine : *le Courrier du soleil*, dont le premier exemplaire était sorti pour le réveillon de 1965. C'est dire que son existence fut éphémère, mais il fallut beaucoup d'audace à ses créateurs, Robert Tabarot, Jo Llopès et Roland Tari, pour réaliser, pendant quinze mois, sur les presses d'un imprimeur alicantin, sans disposer de capitaux, soixante-cinq numéros imprimés sur huit pages abondamment illustrées. Mais les difficultés financières obligèrent ses animateurs à interrompre la publication en Espagne et c'est un mensuel des rapatriés du sud-ouest de la France qui prit la relève en réservant au *Courrier du soleil* une page spéciale.

Malgré l'aide des banques aux réfugiés d'Algérie, les débuts de certaines entreprises furent difficiles. Car si quelques-uns parmi les réfugiés disposaient de réserves financières modestes mais suffisantes pour ouvrir un restaurant ou un bar, d'autres, en revanche, étaient démunis de toute ressource. L'un d'eux m'a dit dans quelles conditions il put ouvrir une « pizzeria » à Benidorm : les Espagnols lui avaient procuré un local qui avait jusque-là servi de remise. Avec l'aide d'amis munis de pelles et de pioches, ils avaient déblayé le sol de terre battue, construit le four, installé l'électricité. Deux jours avant l'inauguration, le propriétaire du restaurant apprit à faire les pizzas et, le jour de l'inauguration, il se trouvait devant son four tandis

les pieds-noirs en exil, face au port, près de la rambla Mendez Nuñez


E. Montoya/Gaceta ilustrada


G. Géry/Paris-Match

que les maçons de la veille se transformaient en serveurs. « Mes premières pizzas étaient mal cuites et immangeables, devait-il m'avouer. Mais avec l'expérience cela devait aller beaucoup mieux. »

A Alicante, un ancien médecin ophtalmologiste réputé a tenu un établissement de nuit, le « Whisky a chorro », dont la décoration avait été entièrement réalisée par lui-même et sa femme. Il avait résolument décidé de ne plus exercer sa profession car il aurait alors été obligé d'adopter la nationalité espagnole. Il ne l'avait pas voulu, lui dont les grands-parents étaient pourtant partis de cette même province au siècle dernier pour aller défricher le maquis sur les bords de l'oued Isser, entre Tlemcen et Beni-Saf, pour en faire une petite Californie où il faisait bon vivre.

Un avocat, qui fut colonel de la justice militaire et l'un des organisateurs du débarquement allié en novembre 1942 sur les côtes d'Algérie, a tenu un bar-restaurant, aidé par son épouse qui était sage-femme. D'autres, au contraire, ont parfaitement réussi dans leur ancien métier. C'est le cas d'un Algérois qui a dirigé l'un des plus importants magasins d'électro-ménager de la ville.

« J'ai ouvert mon magasin sans avoir à verser une seule peseta pour le pas-de-porte, devait-il me déclarer en 1967. Le premier jour, des fournisseurs que je ne connaissais pas m'ont livré du matériel que j'ai pu rembourser peu à peu grâce à l'aide des banques espagnoles. »

Il en a été de même pour un autre Algérois, Antoine Fuentès, qui, lors de l'exode, avait d'abord tenté de monter en France un atelier d'installation de housses pour auto. N'ayant pas réussi, il vint en Espagne et, conquis par le climat, se fixa à Alicante. Aidé par la caisse d'épargne locale, il s'était établi dans sa spécialité et avait ouvert par la suite un magasin de matériel de camping.

Plus tard, il fut difficile d'obtenir les mêmes appuis, car les réussites engendrent parfois des jalousies. A l'Alliance française, société de bienfaisance que présidait Manuel Gallardo, assisté d'un vice-président, M. Carbonnel, ancien commandant des unités territoriales d'Oran, les dirigeants furent avisés d'un cas particulièrement pénible : encouragé par un reportage publié dans un journal français qui faisait du « Levant » espagnol un véritable Eldorado, un rapatrié, après plusieurs échecs en France, décida de tenter sa chance de l'autre côté des Pyrénées. Après trois mois de déboires, ayant épuisé ses dernières ressources, il arrosa ses vêtements d'essence et y mit le feu, trouvant ainsi une mort atroce.

Don Carlos le Suisse : du Grand Nord à Alicante

Sitôt la loi d'amnistie votée et appliquée, une grande partie des pieds-noirs d'Alicante ont franchi les Pyrénées pour retrouver, en France, leur famille et leurs amis. Ce fut le cas des anciens de l'O.A.S. qui ne s'étaient fixés en terre étrangère que pour échapper aux condamnations prononcées contre eux. C'était le clan des « exilés ».

D'autres, au contraire, qui avaient choisi l'Espagne pour son climat et des attaches familiales, sont restés accrochés à leur terre d'adoption. Mais, en gros, la colonie des pieds-noirs, depuis 1969, a perdu la moitié de ses effectifs.

Le « Delfin » est longtemps resté le lieu de rendez-vous de la petite communauté des anciens d'Algérie. Ce magnifique restaurant-brasserie fut, avant la lettre, le « consulat » des pieds-noirs. Il se trouve sur l'esplanade, face au port et tout près de la rambla Mendez Nuñez. Les palmiers du *paseo*, les eaux calmes et azurées où se balancent yachts et voiliers, les joueurs de pétanque, l'odeur de l'anis et des crevettes grillées, tout évoque le pays perdu.

C'est dans cet établissement tenu par un réfugié, Michel Martinez, que se réunirent les premiers exilés. Pendant sept ans, ils s'y sont retrouvés à l'heure de l'apéritif, qui, en Espagne, se situe le matin entre midi et 15 heures, et, le soir, entre 19 et 22 heures. Il y avait toujours devant la « blanche » (anis espagnol) ou la « jaune » (le pastis français) quelqu'un de « là-bas » pour vous indiquer où trouver celui que vous cherchiez.

La colonie était alors dominée par trois fortes personnalités. Robert Tabarot fut, dans l'O.A.S., l'adjoint du général Edmond Jouhaud et l'un des chefs de la « troïka » oranaise avec Tassou et Pancho. C'était le fils d'un militant communiste et le neveu du créateur d'*Oran républicain*, quotidien du Front populaire depuis 1937. Il s'était jeté, depuis 1956, dans la bataille pour l'Algérie française avec sa fougue d'ancien champion de boxe. Il débarqua fin juin 1962 sur une plage près d'Alicante avec le dernier commando des activistes. Depuis, et jusqu'à l'ouverture du premier consulat de France, il fut considéré par les autorités locales comme l'interlocuteur valable quand il s'agissait de régler un problème avec les exilés.

Il y avait aussi Charles Pradel, *alias* don Carlos. Ce Suisse, ancien élève de ▶

à la place d'honneur, les boules en bronze de Max le champion

l'École polytechnique de Zurich, avait parcouru le monde entier, de l'Afrique équatoriale au Grand Nord canadien (où il construisit des chambres frigorifiques!...), avant d'aboutir à Cuba. Il terminait les travaux du tunnel sous le port de La Havane lorsque Fidel Castro prit le pouvoir. Il revint alors sur le vieux continent pour y chercher un climat tempéré et le découvrit à Alicante. Là, il entreprit la construction de gratte-ciel en bordure d'un morceau de montagne qu'il fit sauter à la dynamite. Il devait construire près de 2 500 appartements aussi bien sur la plage de la Albufera qu'en ville. Une de ses tours, « Vistamar », domine la mer de ses 107 mètres. Les fondations ont été creusées à treize mètres sous l'eau. La partie administrative de son affaire fut longtemps gérée par Pierre Lagaillarde, l'ancien député d'Alger. Après avoir contribué à relancer l'École française, Charles Pradel finança un cercle culturel franco-espagnol qui établit son siège (600 m²) dans un de ses immeubles au bord de la mer.

Un spectacle pittoresque

Ce n'est plus au « Delfin » que les anciens se retrouvent mais au cœur du vieil Alicante, sur une placette qui rappelle étrangement aux Oranais la place de la Perle, des bas quartiers de la Marine, et aux Algérois, la place de l'Horloge de Bab-el-Oued. C'est là que Max — plus connu sous le pseudonyme de Max Lajeune quand il était en « cavale » dans le maquis — tient un petit café-restaurant où se retrouvent, aux heures tièdes de la fin de l'après-midi, tous les amateurs de pétanque, ce sport en manches de chemise que les pieds-noirs, ces Méridionaux du nord de l'Afrique, ont hérité des Provençaux avant de l'introduire en Espagne.

« J'avais tout perdu, m'a dit Max, lorsque je suis arrivé à Alicante. Tout... sauf mes boules! »

Ces boules en bronze figurent à la place d'honneur au fond du bar, au milieu des trophées remportés par l'équipe Max lors des compétitions locales, régionales ou nationales. Car, grâce aux pieds-noirs, la pétanque est devenue un jeu ibérique et c'est Alicante qui, en 1967, a remporté le championnat d'Espagne avec l'équipe de Max, lui-même « boule d'or » de la province.

Ainsi, les Français d'Algérie se sont totalement intégrés à la population espagnole avec laquelle ils se sentaient tant d'affinités avant même qu'Alicante devînt leur ville d'adoption. Beaucoup parlaient d'ailleurs sinon espagnol, du moins le dialecte valencien, cousin du catalan et du majorquin. Pour d'autres, les connaissances linguistiques se limitaient au « pataouète », patois franco-espagnol rendu célèbre par *la Famille Hernandez*, de Geneviève Baïlac, et *les Aventures de Bigote*, de Gilbert Espinal.


Le Querrec/Viva

Si les pieds-noirs n'avaient aucune leçon à recevoir en matière de paella, cocido ou gazpacho, ils ont, en revanche, appris aux Alicantins à apprécier le méchoui et les merguez, qui maintenant se vendent dans les charcuteries espagnoles aux côtés des chorizos.

Le meilleur couscous de la Costa Blanca s'est longtemps mangé dans un camping tenu par un Breton du Finistère, M. Le Hé. Ce dernier faisait partie de ces milliers de Français qui, chaque année, à une cadence sans cesse grandissante, viennent goûter au soleil de la Méditerranée en même temps qu'à la cuisine locale. Car le poisson de la côte alicantine jouit d'une réputation méritée. Mais, au moment des vacances, crevettes et langoustines atteignent des prix prohibitifs. Ces crustacés se font en effet de plus en plus rares sur les fonds de Santa Pola, touchés par la pollution, et il faut les faire venir d'Algérie ou bien aller les pêcher en dehors des eaux territoriales. Et c'est un spectacle pittoresque que de voir des marins pieds-noirs originaires de Mostaganem, Nemours ou Beni-Saf, formant les équipages de chalutiers battant maintenant pavillon espagnol, fraterniser en haute mer avec des marins-pêcheurs algériens arborant le drapeau vert et blanc frappé de l'étoile et du croissant rouges.

Le premier consul

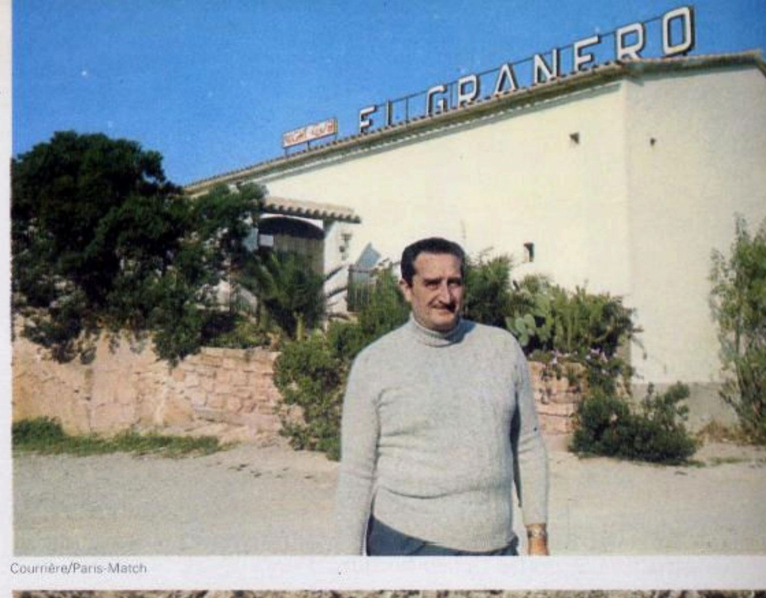
Le 1er juillet 1967, M. Alain Petiot de Laluisant recevait ses lettres l'accréditant comme consul de France à Alicante et ouvrait la maison de France dans un gratte-ciel de la Finca Adoc, sur la magnifique place de la Albufera, à la sortie nord de la ville. Deux semaines plus tard, le « premier consul » devait présider la fête nationale à la Nouvelle École française où, pour la première fois depuis bien longtemps, les exilés purent entendre une émouvante *Marseillaise* entonnée par les élèves, en présence des autorités espagnoles et des consuls de Belgique, de Finlande et du Brésil.

Aussitôt établi, le consul se mit en devoir de recenser sa colonie. Il fut assez difficile



Joseph Ortiz, réfugié ▶ politique, condamné à mort par contumace lors du « procès des barricades ». Il dirigea pendant un temps un night-club aux îles Baléares, à C'an Pastilla, ce qui lui rappelait son ancien métier : cafetier à Alger.

◀ L'arrière-pays dans la province d'Alicante : des cultures en étages, brûlées par le soleil, une fermette au toit de tuiles roses qui n'est pas sans analogie avec celles que l'on rencontre dans certaines campagnes algériennes.



Courrière/Paris-Match



Oran : les quais ▶ du port. Parfois, les marins pêcheurs algériens rencontrent en haute mer des marins pieds-noirs battant pavillon espagnol qui pêchent la langoustine, rare à certaines époques sur la côte alicantine.

P. Tetrel

d'établir les fiches des trente-cinq mille réfugiés d'Afrique du Nord installés dans la province. En effet, parmi ceux que les Espagnols appellent *los refugiados* se trouvent des jeunes gens nés en Algérie ou au Maroc de parents espagnols et qui, aux termes de la loi française, ne pouvaient demander à devenir français qu'à l'âge du service militaire. Ce qu'ils auraient certainement fait — à l'exemple de leurs aînés du corps expéditionnaire en Italie, de la Iʳᵉ armée ou de la division Leclerc — si l'Algérie « avait opté pour la solution la plus française » dont le général de Gaulle avait parlé. Arrivés en vaincus dans le pays qui fut celui de leurs ancêtres et décidés à y vivre, beaucoup ont opté pour la nationalité espagnole. Rappelons que les autorités de Madrid ont, en l'occurrence, ressorti une loi déclarant que les descendants d'Espagnols nés à l'étranger sont considérés comme étant de nationalité espagnole jusqu'à la troisième génération, quelle que soit la nationalité acquise par l'un des descendants. En tenant compte de ces divers facteurs, le consulat arrêta le chiffre de vingt-trois mille ressortissants français sur les vingt-huit mille Européens d'Algérie installés à Alicante.

Beaucoup étaient des condamnés politiques ou faisaient partie de ceux que l'on appela longtemps « les soldats perdus ». Les autorités espagnoles les avaient acceptés sans discrimination et leur avaient accordé des permis de séjour ainsi que des cartes renouvelables chaque année.

Condamné à mort par contumace

En 1964, des contacts furent établis par les deux anciens chefs de l'O.A.S. Robert Tabarot et Tassou Georgopoulos, représentant les exilés, avec des représentants du gouvernement français. Aux termes des accords conclus, les réfugiés condamnés à des peines mineures reçurent des passeports en règle pour leur permettre de rentrer en France et comparaître devant un tribunal. Chaque dossier fut étudié par le garde des Sceaux et toute condamnation prononcée avec sursis. Sitôt le jugement rendu, la plupart des condamnés retournèrent en Espagne. Depuis, beaucoup sont revenus en France.

J'avais rencontré à Benidorm, où il était l'hôte d'un de ses amis musulmans, Joseph Ortiz, condamné à mort par contumace lors du « procès des barricades ».

« M. Jo » voyageait alors avec une carte d'identité *(cédula)*, délivrée par le gouverneur civil des Baléares, qui portait la mention *sin nacionalidad* (sans nationalité). L'ancien cafetier du Forum tenait à cette époque un night-club à C'an Pastilla, près de Palma. Je lui demandai ce qu'il ferait s'il était gracié :

— Quand la loi d'amnistie générale sera votée en France, c'est avec émotion que je reverrai mon pays.

— Durant votre exil de sept ans, vous êtes-vous adapté à ce pays ?

— Mal !... Je ne parle espagnol qu'avec difficulté. Pourtant mes grands-parents sont nés ici, mais mon père est mort sur le front français en 1915. Pupille de la nation, je me suis battu à mon tour en 1940. J'ai été fait prisonnier et me suis évadé. Ma carte de combattant porte le numéro 65899. J'ai contribué, avec José Aboulker, au débarquement des Alliés en Afrique du Nord en novembre 1942.

— Et maintenant ?

— Maintenant, j'attends de faire ajouter la mention « nationalité française » sur mes papiers d'apatride. H



Y.-G. Bergès

Le Canada : un univers déroutant pour les Européens d'Algérie, cette « race née du soleil et de la mer »... Pourtant, un assez grand nombre de familles pieds-noirs choisiront la terre canadienne pour y refaire leur vie.

Quand, dans le courant de l'été de 1967, le général de Gaulle se rendit au Canada français pour jeter, comme un défi : « Vive le Québec libre! », un curieux qui se trouvait dans la foule murmura :

« Le voilà qui remet de la harissa dans le plat de fèves! »

Cette phrase, prononcée avec un accent qui évoquait plus les bords du Chélif que les rives du Saint-Laurent, avait été lancée d'une voix gouailleuse par André Sintès qui, deux ans auparavant, s'efforçait de « tenir le coup » dans sa petite ferme de la Mitidja, près de Boufarik. N'y ayant pas réussi, il était parti pour la France, avait fait un peu de courtage en assurance. Nouvel échec. Il s'était alors souvenu de son cousin Jo qui s'était embarqué pour le Canada peu avant la fin de la guerre d'Algérie. Après un échange de correspondance, il s'était laissé convaincre. En novembre 1965, il se trouvait sur le pont du *Carmania*, avec huit autres pieds-noirs, au milieu de 428 émigrants, regardant défiler les rives déjà enneigées du Saint-Laurent. Depuis deux jours, le paquebot avait quitté l'Atlantique à Belle-Isle pour s'engager dans le vaste estuaire du fleuve. Plus tard, il avait vu défiler à tribord le château Frontenac au sommet du plateau québécois. Ce jour-là, neuf nouveaux « orphelins du soleil » — cinq Algériens, deux Marocains, deux Tunisiens — prenaient leur premier contact avec la terre canadienne. Ils venaient rejoindre au pays de Maria Chapdelaine leurs douze mille compatriotes qui avaient choisi le Québec comme terre d'asile.

L'arrivée des pieds-noirs au Canada s'est faite en trois vagues. De la fin du second conflit mondial jusqu'au déclenchement de l'insurrection algérienne, alors que les autorités d'Ottawa limitaient l'immigration, quelques jeunes gens qui, au cours de stages effectués pendant la guerre dans les bases d'outre-Atlantique, avaient été conquis par le mode de vie américain, décidèrent d'aller s'installer au Québec, certains même dans les provinces anglophones de l'ouest. Pourquoi pas, après tout, puisque d'autres de leurs compatriotes n'avaient pas hésité à tenter leur chance en Afrique du Sud, en Australie et même en Nouvelle-Zélande? Ainsi la diaspora avait abouti aux antipodes...

Au moment de l'indépendance de la Tunisie, puis du Maroc et pendant les premières années de la guerre d'Algérie, à une époque où le gouvernement canadien avait enfin libéralisé sa politique d'immigration, d'autres familles de Français d'Afrique du Nord se laissèrent tenter par un continent qui leur promettait plus de débouchés et d'avenir que le « vieux pays ». Enfin, dès l'indépendance de l'Algérie, ce furent des familles entières, encouragées par la réussite des premiers émigrants, qui s'embarquèrent pour la Nouvelle-France. Certaines avaient fait d'abord un court séjour en « métropole » et avaient eu ainsi le temps de s'adapter à un climat plus rude que celui de leur pays d'origine. D'autres partirent directement. Pour ces dernières l'acclimatation fut plus malaisée, les femmes éprouvant en particulier quelque difficulté à oublier leurs habitudes méditerranéennes.

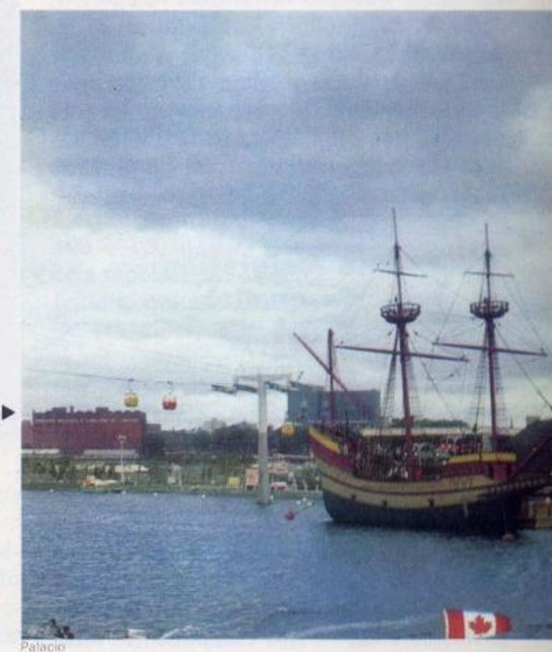
La « revanche des berceaux »

La portée de cette immigration au « compte-gouttes » échappa d'abord aux autorités canadiennes. Elle s'était cependant produite à une époque où le gouvernement provincial du Québec s'efforçait de faire venir sur son immense territoire — aussi vaste que la France, l'Allemagne et l'Espagne réunies pour une population qui est celle de la Suisse — une partie des émigrants européens, dont la plupart étaient généralement attirés par une des neuf provinces anglophones. Le gouver-


B. Glinn/Magnum

QUELQUES ARPENTS DE NEIGE

◀ Montréal, métropole économique dans laquelle l'activité industrielle est liée au trafic portuaire, très intense. Des gratte-ciel, mais aussi des pelouses pour pique-niquer.


Palacio

La caravelle de Jacques Cartier qui, en 1535, remonta le Saint-Laurent jusqu'à l'emplacement où devait être construit l'actuel Montréal. Un bâtiment que tout Français contemple avec une profonde émotion. ▶

nement provincial avait enfin constaté combien lui était nécessaire la « transfusion » d'une population francophone pour rester sur un pied d'égalité avec le reste du Canada anglo-saxon.

Auparavant, les arrivées successives d'immigrants britanniques dans les provinces à faible natalité étaient compensées par la démographie galopante de la province française. C'était ce que les Québécois appelaient « la revanche des berceaux ». Mais le développement économique avait abouti à l'équilibre des naissances, d'où la nécessité pour le gouvernement du Québec de faire appel à l'immigration.

La présence des douze mille Français d'Afrique du Nord dans la région de Montréal ou dans la capitale provinciale n'a commencé à devenir sensible qu'à partir du moment où les services de la citoyenneté furent saisis de demandes de naturalisation, tout immigrant pouvant obtenir la citoyenneté canadienne après cinq années de résidence dans le pays. Déjà les services de l'état civil avaient enregistré des mariages entre des Canadiennes et des Français dont les lieux de naissance étaient Blida, Bône ou Tlemcen. C'était l'époque où un journal canadien affirmait : « A Montréal, neuf immigrants sur dix rejoignent l'élément anglophone; il reste encore une chance de réagir. » Ce même journal parlait de « Montréal, puissance anglicisante » et soulignait « l'urgence d'une politique d'immigration au Québec ».

Plus tard, en février 1965, devant l'Assemblée législative du Québec, M. Gabriel Loubier présenta une motion sur ce même problème. Pour ce député provincial francophone, « le peuple québécois avait pris conscience de sa vocation comme groupe ethnique. La nation canadienne française avait affermi sa conviction que, pour assurer sa survivance et atteindre sa maturité nationale, elle devait répondre à des impératifs d'ordre social, politique, économique et culturel ».

Les loyalistes de l'Empire-Uni

Tout en se défendant de faire le jeu des extrémistes nationalistes, M. Loubier citait des chiffres : depuis près de cent ans, c'est-à-dire depuis la constitution de la Confédération canadienne, État libre au sein du Commonwealth britannique, l'immigration représente en moyenne une proportion de 30 % eu égard à l'accroissement total de la population. Cette moyenne a été en légère augmentation de 1952 à 1962, au moment même où les pieds-noirs débarquaient au Canada. Mais si, de 1953 à 1963, 284 384 étrangers s'étaient établis au Québec — soit 20 % du total des immigrants —, la province voisine, l'Ontario, en majorité anglophone, en avait reçu 716 519, soit 52,6 % du total. En résumé, de 1927 à 1962, sur 100 immigrés, 80 étaient d'origine britannique (Anglais, Écossais, Gallois ou Irlandais), 10 italiens, 2 français, belges ou suisses. Les huit autres étaient, par ordre d'importance, grecs, allemands, américains ou juifs d'Europe centrale.

Au point de vue linguistique, sur ces cent immigrés, dix seulement étaient en mesure d'être intégrés à la communauté d'expression française. Dans ce contexte, et malgré sa faible importance numérique, la petite colonie de pieds-noirs ne pouvait être que la bienvenue. Surtout lorsque les Canadiens s'aperçurent que les arrivants faisaient preuve du même allant que les rapatriés installés en France.

Les vieux Canadiens, constatant la réussite des réfugiés d'Afrique du Nord, évoquaient d'autres immigrations provoquées par le malheur des peuples : les loyalistes de l'Empire-Uni quittant les nouveaux États-Unis pour rester fidèles à leur roi; les Irlandais obligés, en 1847, d'abandonner leur île pour échapper à la famine rendue imminente par la destruction des plants de pommes de terre; les mennonites de langue allemande et les ▶

merguez et anisette : du nouveau au pays de Maria Chapdelaine

mormons fuyant les États-Unis en quête de liberté religieuse; les doukhobors persécutés en Crimée et venus chercher asile au Canada; les Ukrainiens, enfin, partis d'Autriche et de Russie pour échapper à l'oppression centraliste et qui, aujourd'hui, occupent le quatrième rang parmi les différents groupes ethniques canadiens après les Britanniques, les Français et les Allemands. La dernière vague d'immigration déferla au lendemain de la seconde guerre mondiale. En réalité, de Jacques Cartier à nos jours, l'histoire de l'immigration canadienne est l'histoire du Canada tout court.

Une émigration de qualité

Le 26 septembre 1961, trois mois avant le vote de la loi d'accueil et six mois avant les accords d'Évian qui devaient marquer l'ultime étape de la politique de décolonisation des anciens territoires français d'outre-mer, Robert Boulin, alors secrétaire d'État aux Rapatriés du ministère Debré, avait présidé une séance du Conseil supérieur des Français à l'étranger, réuni afin d'étudier les mesures devant faciliter le reclassement de nos compatriotes réfugiés outre-mer. Rapporteur du comité permanent, M. Sauvageot avait défendu le principe d'une émigration de qualité. Le R. P. Rochecaut, délégué du Secours catholique et président du Comité international pour l'émigration, avait soutenu ce même point de vue, tandis que M. Blancpain, président de l'Alliance française, s'était prononcé pour un fort courant d'émigration qui aurait eu pour effet de renforcer la présence de la France à l'étranger.

Or ce même problème de la qualité et de la quantité se posait aux autorités canadiennes dans un pays dont le sixième de la population est d'origine étrangère. Et beaucoup de Canadiens de souche commençaient à manifester une certaine xénophobie, craignant que les immigrants ne vinssent prendre leurs emplois aux citoyens du pays.

Les économistes affirmaient, en revanche, qu'il n'y avait aucune commune mesure entre l'immigration et le chômage. Ils précisaient même que les deux millions d'immigrants arrivés au Canada après la seconde guerre mondiale avaient permis de mieux répartir les frais généraux des gouvernements provinciaux et des collectivités municipales. Ils avaient également accru la consommation des produits nationaux, contribué à la croissance industrielle, apporté de nouvelles connaissances et de nouvelles formes d'habileté.





Melet/Paris-Match

A Montréal, des terrains de pique-nique ont été aménagés le long du fleuve. Les exilés, le dimanche, ont plaisir à s'y retrouver. Comme au bon vieux temps, on fait cuire des brochettes qui rappellent le pays perdu. Les arbres n'ont déjà presque plus de feuilles. Bientôt commencera le long hiver canadien : une dure épreuve pour les Européens venus de leur Algérie ensoleillée.

La présence de ces deux millions de Néo-Canadiens est le résultat d'un double phénomène d'attraction et de répulsion. L'attraction, ce sont les occasions de réussite dans un pays en pleine expansion qui veut doubler sa population dans les années à venir. La répulsion résulte des conditions politiques et sociales des pays d'origine. Pour les douze mille immigrants en provenance de l'Afrique du Nord, ce double phénomène a joué.

Invité par Léo Vachon, alors directeur régional du service de l'immigration à Montréal, je me suis embarqué à Québec à bord du paquebot britannique *Carmania* pour partager pendant quelques heures la vie des émigrants.

J'avais encore présents à l'esprit les films des années 20 montrant de longues colonnes d'hommes et de femmes fuyant la misère ou la persécution dans leur pays, débarquant des cales de cargos misérables, chargés de ballots, traînant une marmaille criarde et dépenaillée et passant par le crible impitoyable des services d'immigration avant d'être isolés en « quarantaine » sanitaire. Et je me trouvai à bord d'un luxueux navire, en compagnie de jeunes couples, tous passagers de la classe touriste, correctement vêtus, portant des valises neuves, accueillis avec courtoisie par les services canadiens.

Me prenant pour un arrivant, un prêtre du comité d'accueil me remit un petit bristol de bienvenue : « J'étais étranger et vous m'avez accueilli... I was a stranger and you took me in... Era peregrino y me hospedásteis... » et la même phrase en douze autres langues. Catholiques, protestants, orthodoxes, israélites, sont accueillis par des représentants de leur confession. Les agnostiques et les gens d'autres religions reçoivent le même accueil bienveillant des services officiels. Les mères confient leurs enfants à des nurses qui les installent dans des poussettes et vont s'occuper d'eux tandis que les parents reçoivent des conseils devant faciliter le débarquement et des brochures qui leur permettront de se documenter sur



J.-P. Biot/Paris-Match

les conditions de vie et de travail au Canada.

Des officiers d'immigration dressent une liste des arrivants demandeurs d'emploi. Ont-ils déjà un contrat de travail? Sont-ils attendus par des parents ou des amis? Ont-ils une possibilité de logement? Disposent-ils d'une certaine somme d'argent? Les listes de demandeurs d'emploi sont alors confrontées à des listes d'offres d'emploi. S'il n'y a pas de possibilité immédiate de placement et compte tenu des disponibilités financières de l'arrivant, celui-ci reçoit une carte l'invitant « cordialement à se présenter au bureau du service canadien de l'immigration, 30 Ouest, boulevard Dorchester, bureau 809, huitième étage. Nos fonctionnaires se feront un plaisir de vous accueillir et de vous renseigner ». En attendant un emploi, l'immigrant et sa famille étaient hébergés et souvent nourris s'ils avaient épuisé leurs économies.

Depuis cette visite que j'ai rendue aux pieds-noirs du Canada en 1965, et que j'ai renouvelée en 1967, la situation a quelque peu changé et la crise économique a obligé les autorités du Canada à rendre moins libérales les conditions d'accès dans le pays.

Mais Daniel Corbin a gardé un bon souvenir de cette belle époque. Originaire de Mascara, il avait vingt-trois ans lorsqu'il débarqua en France au mois de juillet 1962.

« J'ai d'abord travaillé comme dessinateur industriel, m'a-t-il dit à bord du *Carmania* où j'avais fait sa connaissance. C'était à Toulouse. J'y ai rencontré celle qui allait devenir ma femme. Un enfant est né. Puis j'ai fait mon service militaire. A mon retour, mon patron m'a donné le même salaire qu'avant : 500 F par mois. Je payais un loyer de 300 F et ma femme attendait un deuxième bébé. Je sentais la médiocrité et la misère planer sur notre jeune ménage. Je décidai alors de partir. Mes parents nous ont avancé l'argent du voyage et nous voilà. Demain, je laisserai au garçon de cabine mon dernier billet de 20 dollars. »

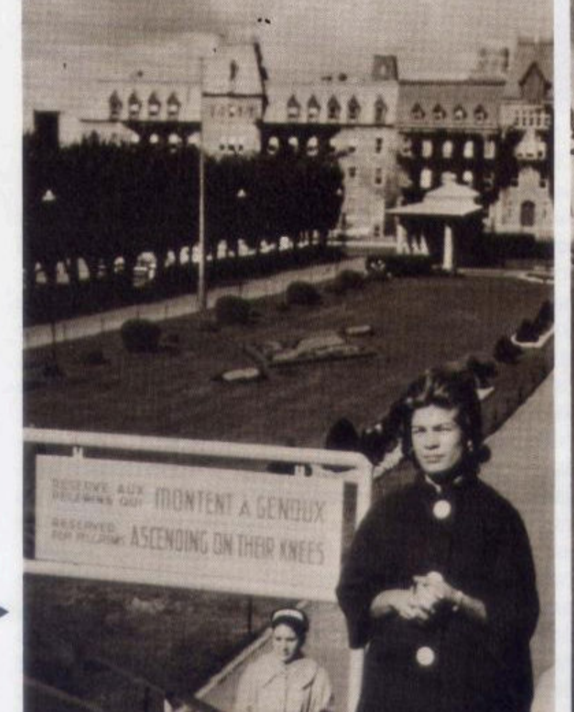
Lèche-vitrine rue Sainte-Catherine

M. Tremblay, l'officier d'immigration, a assisté à notre conversation. Il s'empresse de rassurer Daniel Corbin, et sa femme qui nous a rejoints. Des dessinateurs-projeteurs sont demandés pour les chantiers de l'exposition internationale que Montréal prépare activement. Il lui indique que le niveau de vie du Canadien vient aussitôt après celui de l'Américain et avant celui du Suédois. En ce qui le concerne, Daniel Corbin peut espérer un salaire moyen de 100 à 120 dollars par semaine (en 1965, cela représentait de 450 à 550 francs). Si sa femme, qui est sténodactylo, a l'intention de travailler, elle peut prétendre à un salaire de 60 à 70 dollars.

Reste la question du logement. Le quotidien *la Presse de Montréal* va leur donner la réponse : quatre des quatre-vingt-huit pages du journal en grand format sont réservées à la rubrique. Avec 85 dollars par mois on peut avoir un 5 pièces avec salle de bains rue Laurier; avec 45 dollars, un 4 pièces boulevard Saint-Joseph; avec 85 dollars, trois chambres avec une grande salle à manger, salon, cuisine, balcon vitré, chauffage compris. Les loyers représentent en moyenne le quart du salaire d'un ouvrier ou d'un employé.

« Surtout, ne vous pressez pas pour le choix, tient à leur préciser l'officier d'immi- ▶

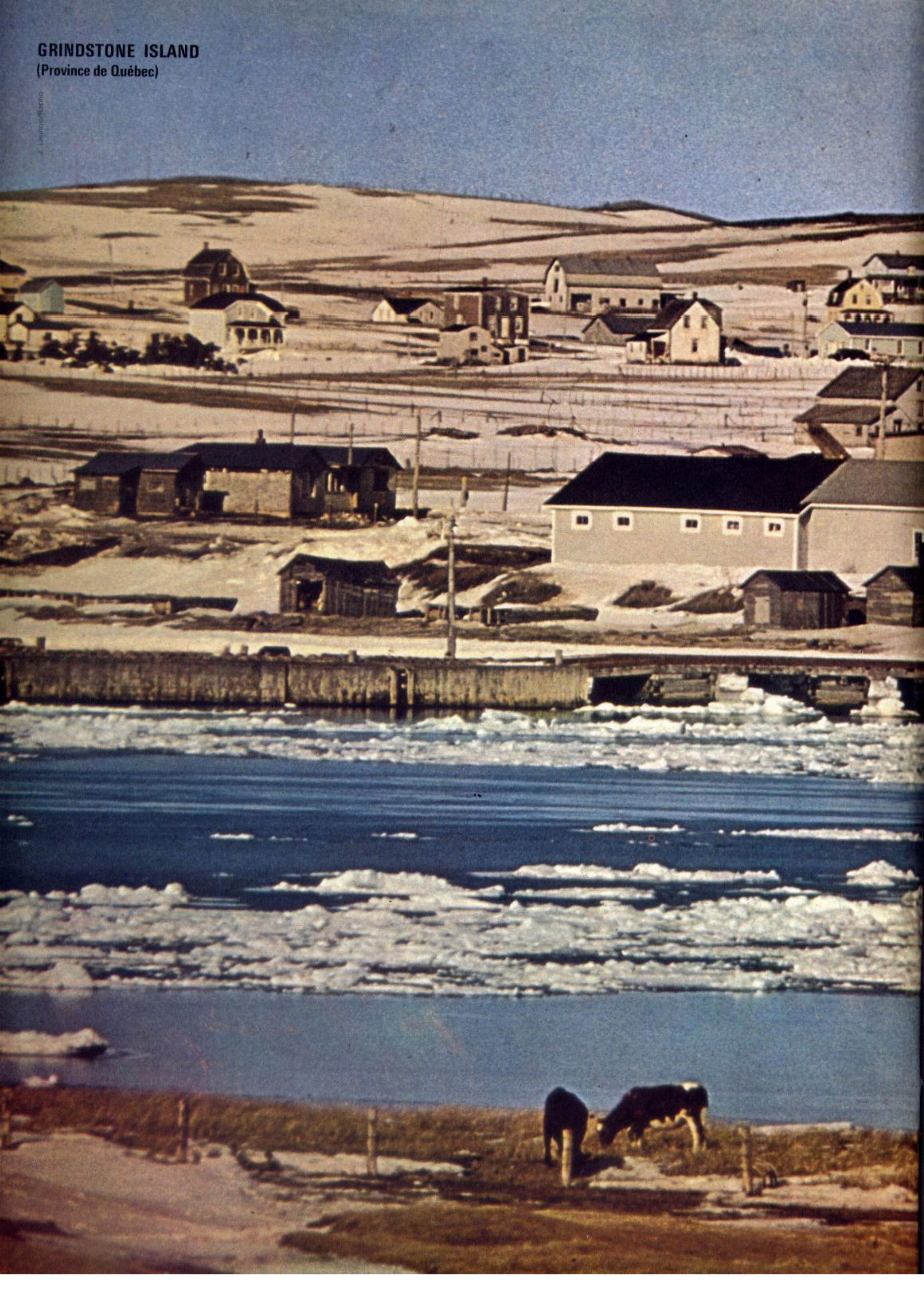
Palacio



P. Jarnoux/Paris-Match



Ci-contre : **l'oratoire Saint-Joseph à Montréal : les pénitents doivent grimper les marches sur les genoux, coutume familière aux pieuses familles d'origine espagnole venues d'Oranie. *Extrême droite :* messe dans le Sud algérien : un profond recueillement.** ▶



GRINDSTONE ISLAND
(Province de Québec)

J. Lamoise/Radio



les funérailles et les caveaux familiaux se règlent à tempérament

(Suite de la page 13)

mond Borja, directeur d'une agence de tourisme; Roger Marin, dessinateur publicitaire, etc.

Je suis monté dans un taxi conduit par Édouard Dougalos et, à Québec, j'ai mangé un couscous dans un restaurant de la rue de la Fabrique tenu par un Bônois, Guy Cauffope. C'est un Oranais, Joaquim Mensalès, qui m'a coupé les cheveux et, à l'hôpital Saint-Jean-de-Dieu, qui passe pour être le plus important établissement psychiatrique du Nouveau Continent, Joseph Garcia, ancien tailleur devenu surveillant chef, m'a présenté à une vingtaine de ses compatriotes employés comme infirmiers ou assistants.

C'est Montréal, deuxième ville française du monde après Paris, qui a été le pôle d'attraction des pieds-noirs. Ils y sont dix mille environ et la plupart résident dans la partie orientale de la ville qui est entièrement francophone, les anglophones étant plutôt regroupés à l'ouest du boulevard Saint-Laurent, qui coupe la ville en deux, de la rivière des Prairies au fleuve Saint-Laurent. C'est dans le quartier résidentiel, qui porte le nom de Marseille, qu'un soir j'ai longuement bavardé avec un groupe de rapatriés dont certains, établis dans le Québec depuis plus de cinq ans, ont déjà acquis la nationalité canadienne et sont par conséquent devenus de fidèles sujets de Sa Majesté la reine du Canada, Elisabeth II.

Une communauté turbulente

L'un d'eux, Roger Borja, conducteur de car, a été élu en 1965, à l'unanimité, président de l'important syndicat provincial des employés de transports affilié à la Confédération des syndicats nationaux. Un autre de mes interlocuteurs était Antoine Rubio, ébéniste, originaire de Mostaganem, à qui les Canadiens ont fait appel pour relancer l'industrie du vieux meuble québécois et qui, en sa qualité de pied-noir devenu rénovateur de l'artisanat canadien, venait de participer à une émission de la télévision.

Tous s'étaient déclarés satisfaits de leurs salaires et me dirent s'être parfaitement adaptés au climat. Ce qui les a le plus étonnés à leur arrivée? La facilité avec laquelle on trouve à se loger, les incroyables offres de crédit selon la formule *One dollar down, one dollar a week* (un dollar comptant, un dollar par semaine). Même les funérailles et les caveaux funéraires se règlent « à tempérament » et comme dit la publicité : « Mourez, nous ferons le reste! » Un peu macabre par rapport à l'humour bônois...



Roger Viollet

Bouisseville-plage, près d'Oran, sur laquelle s'ébattaient les familles pendant les longs mois de l'été algérien.



Roger Viollet

Cherchell, la place romaine plantée de belombras sous lesquels il faisait bon se promener aux heures chaudes.

Les réticences n'ont commencé à se faire jour qu'au moment où nous abordâmes le chapitre des lois sociales, car le système canadien est moins avantageux que le français.

Au Québec, au moment de cette enquête, la sécurité sociale et les services d'assurance chômage et vieillesse étaient assurés par des organismes bénévoles. Un travailleur victime d'un accident du travail bénéficie du régime particulier à sa province de résidence, tandis qu'un salarié en chômage est pris en charge par un régime fédéral. C'est aussi le gouvernement central qui assure le paiement des allocations pour les enfants à charge, les invalides et les personnes âgées. Quant aux régimes d'assurance hospitalisation et d'assurance maladie, ils sont garantis par des organismes privés.

Les pieds-noirs ont su faire la part du feu. La modicité des allocations familiales est compensée par un niveau de vie élevé. Un salarié consacre en général douze